ENTREPRISES EN FRANCE : LES PICS DE CRÉATIONS VIENNENT NUANCER CEUX DE DÉFAILLANCES

Thomas Humblot

En juin 2026, les créations d'entreprises cumulées sur un an sont restées dynamiques jusqu'à atteindre un pic historique selon l'INSEE : 1 233 123 entreprises, soit +11,1% sur un an. Ce dynamisme n'est pas nouveau : les créations ont doublé en dix ans. Durant cette même période, la hausse des défaillances a été dix fois moindre, ce qui tend à nuancer leurs niveaux actuels (environ 70 000 en cumul annuel depuis mars 2026). Historiquement, les pics et les creux des défaillances d'entreprises succèdent à ceux des créations avec un décalage moyen de 24 à 36 mois. Le nombre absolu de défaillances reflète donc de manière incomplète la santé financière du tissu productif français, et d'autres indicateurs doivent venir le compléter.

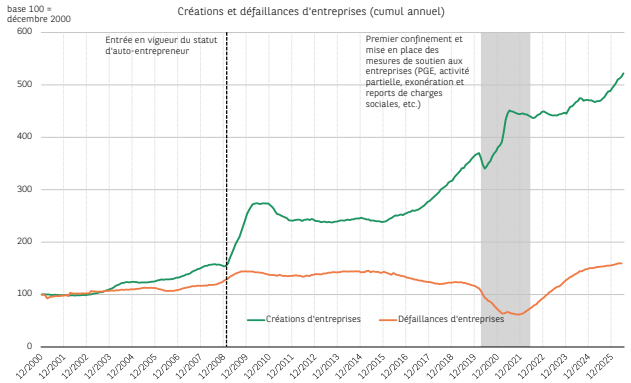
Doublement des créations d'entreprises en dix ans mais pas des défaillances. En dix ans, le nombre d'entreprises créées chaque année a doublé : entre 2012 et 2015, les créations plafonnaient autour de 570 000 par an. En 2025, elles se sont établies à 1 166 000 (+104%). Entre ces deux mêmes périodes, les défaillances cumulées sur un an n'ont augmenté que de 11%. L'entrée en application du statut d'auto-entrepreneur le 1er janvier 2009[1], puis le doublement du plafond de chiffre d'affaires (et l'explosion du nombre de plateformes de livraison) en 2018 ont largement alimenté la hausse des créations d'entreprises durant la période.

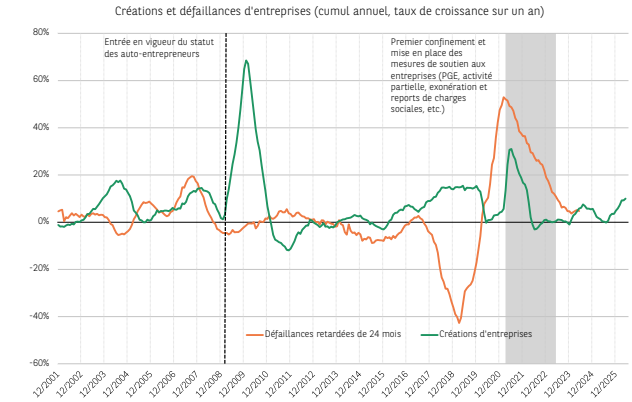
Historiquement, les défaillances succèdent aux créations après 24 à 36 mois. Ainsi, les pics observés depuis mars 2026 (autour de 70 000 défaillances en cumul annuel) traduisent l'augmentation du nombre d'entreprises jeunes, pas uniquement l'impact de la succession des chocs macroéconomiques. Le taux de survie moyen de l'ensemble des entreprises étant de 75% à 3 ans contre 65% à 5 ans (et 50% à 9 ans)[2], des cycles de hausses et de baisses de défaillances succédaient généralement aux cycles de hausses et de baisses de créations au terme de 24 à 36 mois[3].

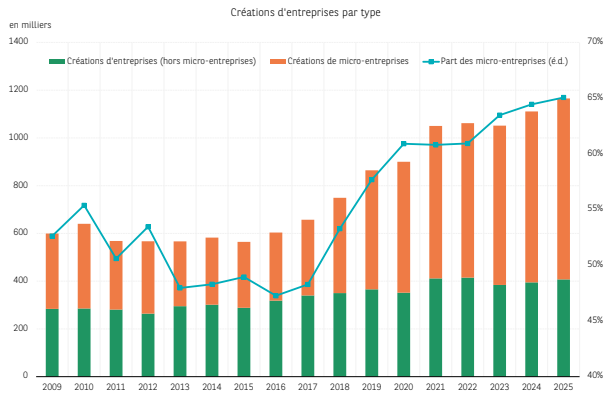
La santé financière des entreprises doit être appréhendée au-delà des seules créations et défaillances. Tout d'abord, le nombre de défaillances sous-estime les difficultés rencontrées par les micro-entreprises. En effet, les statistiques de la Banque de France recensent uniquement les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire. Or, les micro-entreprises vont plus régulièrement cesser leur activité en cas de difficultés et ne pas rentrer dans les statistiques de défaillances. Ces dernières doivent donc être complétées par d'autres indicateurs comme les radiations[4], en hausse selon Infogreffe[5]. Ensuite, comme les micro-entreprises sont sur-représentées parmi les défaillances, elles constituaient 92% de l'ensemble en mai 2026. Le nombre absolu de défaillances doit donc être complété par d'autres indicateurs comme le poids économique des défaillances, qui permet de pondérer ces dernières par un proxy de la taille des entreprises, ou encore le ratio des créances douteuses des banques[6]. Ces données confirment l'absence de dynamique particulièrement alarmante dans les chiffres de défaillances récents.

Nous publierons prochainement un tableau de bord permettant de suivre de manière synoptique l'ensemble de ces éléments.

Aux pics de créations, notamment dues à l'auto-entreprenariat depuis 2009, succèdent des pics de défaillances au bout de 24 à 36 mois







SOURCE : BANQUE DE FRANCE, INSEE, BNP PARIBAS

1 dont le statut est fusionné depuis 2016 avec celui des micro-entreprises et qui est le seul à persister.
2 Cf. notamment, Les entreprises économiquement actives en 2023 - Insee Première - 2097
3 Cf. notamment, Défaillances d'entreprises : les dynamiques à l'œuvre au terme de six années atypiques | Banque de France
4 Qui incluent une proportion non négligeable de rachats, fusions d'entreprises ou réorganisations juridiques de groupes d'entreprises sans destruction d'activité.
5 Panorama de l'entrepreneuriat – Mai 2026 : des créations stables, des radiations toujours élevées et des fragilités persistantes - Infogreffe
6 Cf. notamment, France : Poids économique des défaillances d'entreprises, des niveaux élevés à relativiser

RECHERCHE ÉCONOMIQUE GROUPE

ECOINSIGHT
Analyse approfondie de sujets structurels ou d'actualité

ECOPERSPECTIVES
Analyses et prévisions des principales économies, développées et émergentes

ECOFLASH
Un indicateur, un évènement économique majeur.

ECOWEEK
L'actualité économique de la semaine et plus...

GRAPHIQUE DE LA SEMAINE
Un graphique hebdomadaire illustrant des points saillants de l'économie

ECOCHARTS
Panorama mensuel des dynamiques d'inflation au sein des principales économies développées

ECOTV
Quel est l'évènement du mois ?
La réponse dans vos quatre minutes d'économie

EN ÉCO DANS LE TEXTE
Le podcast de l'actualité économique

Bulletin publié par les Études Économiques – BNP PARIBAS
Siège social : 16 boulevard des Italiens – 75009 PARIS / Tél : +33 (0) 1.42.98.12.34
Internet : www.group.bnpparibas - www.economic-research.bnpparibas.com
Directeur de la publication : Jean Lemierre
Directrice de la rédaction : Isabelle Mateos y Lago

Les informations et opinions exprimées dans ce document ont été obtenues de, ou sont fondées sur des sources d'information publiques réputées fiables, mais BNP Paribas ne garantit, expressément ou implicitement, ni leur exactitude, ni leur exhaustivité, ni leur mise à jour. Ce document ne constitue ni une offre, ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres ou autres placements. Il ne constitue ni du conseil en investissement, ni de la recherche ou analyse financière. Les informations et opinions contenues dans ce document ne sauraient dispenser l'investisseur d'exercer son propre jugement ; elles sont par ailleurs susceptibles d'être modifiées à tout moment sans notification et ne sauraient servir de seul support à une évaluation des instruments éventuellement mentionnés dans le présent document. Toute éventuelle référence à une performance réalisée dans le passé ne constitue pas une indication d'une performance future. Dans toute la mesure permise par la loi, aucune société du Groupe BNP Paribas n'accepte d'être tenue pour responsable (y compris en raison d'un comportement négligent) au titre de pertes directes ou découlant indirectement d'une utilisation des informations contenues dans ce document ou d'une confiance accordée à ces informations. Toutes les estimations et opinions contenues dans ce document reflètent notre jugement à la date de publication des présentes. Sauf indication contraire dans le présent document, il n'est pas prévu de le mettre à jour. BNP Paribas SA et l'ensemble des entités juridiques, filiales ou succursales (ensemble désignées ci-après « BNP Paribas »), sont susceptibles d'agir comme teneur de marché, d'agent ou encore, à titre principal, d'intervenir pour acheter ou vendre des titres émis par les émetteurs mentionnés dans ce document, ou des dérivés y afférents. BNP Paribas est susceptible notamment de détenir une participation au capital des émetteurs ou personnes mentionnés dans ce document, de se trouver en position d'acheteur ou vendeur de titres ou de contrats à terme, d'options ou de tous autres instruments dérivés reposant sur l'un de ces sous-jacents. Les cours, rendements et autres données similaires du présent document, y figurent au titre d'information. De nombreux facteurs agissent sur les prix de marché et il n'existe aucune certitude que les transactions peuvent être réalisées à ces prix. BNP Paribas, ses dirigeants et employés, peuvent exercer ou avoir exercé des fonctions d'employé ou dirigeant auprès de toute personne mentionnée dans ce document, ou ont pu intervenir en qualité de conseil auprès de cette (ces) personne(s). BNP Paribas est susceptible de solliciter, d'exécuter ou d'avoir dans le passé fourni des services de conseil en investissement, de souscription ou tous autres services au profit de la personne mentionnée aux présentes au cours des 12 derniers mois précédant la publication de ce document. BNP Paribas peut être partie à un contrat avec toute personne ayant un rapport avec la production du présent document. BNP Paribas est susceptible, dans les limites autorisées par la loi en vigueur, d'avoir agi sur la foi de, ou d'avoir utilisé les informations contenues dans les présentes, ou les travaux de recherche ou d'analyses sur le fondement desquels elles sont communiquées, et ce préalablement à la publication de ce document. BNP Paribas est susceptible d'obtenir une rémunération ou de chercher à être rémunéré au titre de services d'investissement fournis à l'une quelconque des personnes mentionnées dans ce document dans les trois mois suivant sa publication. Toute personne mentionnée aux présentes est susceptible d'avoir reçu des extraits du présent document préalablement à sa publication afin de vérifier l'exactitude des faits sur le fondement desquelles il a été élaboré.

Ce document est élaboré par une société du Groupe BNP Paribas. Il est conçu à l'intention exclusive des destinataires qui en sont bénéficiaires et ne saurait en aucune façon être reproduit (en tout ou partie) ou même transmis à toute autre personne ou entité sans le consentement préalable écrit de BNP Paribas. En recevant ce document, vous acceptez d'être engagés par les termes des restrictions ci-dessus.

BNP Paribas est constituée en France sous forme de société anonyme, et agréée et supervisée en tant qu'établissement de crédit par la Banque centrale européenne (BCE) et en tant que prestataire de services d'investissement par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et l'Autorité des marchés financiers (AMF). Le siège social de BNP Paribas est situé au 16, boulevard des Italiens, 75009 Paris, France.

Les informations contenues dans le présent document peuvent, en tout ou partie, avoir déjà été publiées sur le site https://globalmarkets.bnpparibas.com.
Pour les avertissements par pays (Etats-Unis, Canada, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Espagne, Suisse, Brésil, Turquie, Israël, Bahreïn, Afrique du Sud, Australie, Chine, Hong Kong, Inde, Indonésie, Japon, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Vietnam) veuillez consulter le document suivant :
https://globalmarkets.bnpparibas.com/gm/home/Markets_360_Country_Specific_Notices.pdf

© BNP Paribas (2026). Tous droits réservés.

Pour vous abonner à nos publications :
ÉTUDES ECONOMIQUES

BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change